

A propos de l'éditorial du 6 juin 2007 dans la Tribune de Genève

« La dictature du peuple reste une dictature »

Tribune de Genève – « Dialogue et opinion »

La définition de la démocratie selon Monsieur Gilles Petitpierre, « *ce sont des droits populaires, mais c'est aussi le respect des règles* » Le respect des règles pour qui ? On constate de plus en plus que cette démocratie que vous nommez « *religion* » dans notre pays, n'autorise plus le libre arbitre des citoyens confrontés aux tribunaux de toutes sortes. Ces justiciables sont devenus les « sans-voix » de la république.

Vous semblez, Monsieur Petitpierre, ne pas apprécier l'UDC. Ce parti a le mérite au moins, d'être le porte-voix d'un bon nombre de citoyens. L'UDC lance des propositions intelligentes et cherche à empêcher la justice d'intervenir trop souvent et inutilement.

Pourquoi taxez-vous l'UDC de populisme dangereux ? N'est-il pas sain et productif que le peuple donne son avis ?

Parler de dictature et de despotisme futurs, c'est renverser la situation. L'UDC cherche à mettre de l'ordre dans la gabegie qui fait trop souvent la une des médias. Si l'UDC dérange : tant mieux. Désormais, la transparence étatique doit être appliquée dans toute sa rigueur. Car Genève a/ou devrait avoir honte de son image quelque peu ternie à l'étranger.

Je pense, d'autre part, qu'il n'est pas correct de dire que certains électeurs veulent réduire l'endettement chronique de ce canton, et que ces mêmes électeurs acceptent de nouvelles dépenses. Chacun sait que le gouvernement fait ce qu'il veut, en vase clos. Seuls les grands projets sont soumis au vote populaire. Mais toutes les sommes astronomiques évaporées en gadgets de toutes sortes, là, le citoyen n'a pas son mot à dire.

Référons-nous donc à la Constitution et refusons ses multiples amendements qui ne font qu'embrouiller les pauvres électeurs que nous sommes, laissant ainsi carte blanche aux gouvernants.

Leïla Elisabeth Pellissier

Juillet 2007